

Des morts et le fleuve divisent le Zaïre et le Congo

La tragédie de Brazzaville au Congo, dont le lourd bilan de 220 morts repêchés du fleuve au port congolais, constitue un épisode supplémentaire sur le chemin de croix enduré par les Zaïrois vivant au Congo. Victimes des tracasseries policières, ces morts interpellent plus les autorités zaïroises que la diplomatie ambiguë des Congolais. Certainement par manque d'une bonne diplomatie, l'Etat zaïrois se retrouve en porte-à-faux avec ses voisins dont l'Angola et le Congo. Après le châtiement humiliant des Zaïrois à Luanda à qui les dirigeants angolais reprochaient de soutenir l'Unita de Savimbi, voilà que Brazzaville s'en va en guerre contre tous les ressortissants zaïrois.

A l'approche des élections législatives, le gouvernement du président Pascal Lissouba que dirige M. Da Costa fait la chasse "aux sorcières" qui ne sont autres que les Zaïrois soupçonnés de détenir les cartes d'identité congolaises obtenues frauduleusement grâce à la complicité du Parti congolais du travail (PCT). L'opinion à Brazzaville estime que les Zaïrois proches de l'ancien président Sassou Nguesso risquent de faire triompher le parti politique de ce dernier lors des prochaines législatives. D'où, l'expulsion sauvage des Zaïrois qui par ailleurs s'étaient introduits frauduleusement au Congo par centaines grâce au commerce frontalier des biens de première nécessité.

A la veille du départ tragique, plus de 10.000 Zaïrois vivaient au Congo. Et dire que plus d'un dixième a trouvé la mort par noyade au port de Brazzaville à la suite de cette bavure policière que nous déplorons tous ! Au-delà des plaintes et larmoiements des autorités zaïroises incapables de mener une saine diplomatie ni de gérer une situation pourrie depuis longtemps, le gouvernement doit revoir sa politique étrangère de façon à éviter qu'à l'avenir le Congo ne puisse se complaire de "jeter tous les Zaïrois vivant au Congo dans le fleuve".



Alignées au bord du fleuve, les victimes attendent d'être repêchées

Les droits de l'homme bafoués au Rwanda

La crise rwandaise évolue dangereusement vers son internationalisation. Le conseil de sécurité de l'ONU vient, en effet, d'être saisi par le truchement de la France du drame rwandais à plus d'une raison.

Deux raisons

La première. Paris, par son ministre de la coopération Debarge vient de faire un constat amer de l'ingérence ougandaise dans la crise par l'aide militaire au FPR. Son récent périple à Kigali et à Kampala l'a suffisamment édifié. Pour remplacer les forces militaires françaises décrites par les rebelles lors des derniers accords de Dar-Es-Salaam en Tanzanie, il y a lieu de les faire remplacer par les forces d'interposition de l'ONU, avec le concours de l'OUA. Le principe est là, mais la nécessité d'une finition pour sa mise en oeuvre s'avère nécessaire. Notamment son financement et l'envoi des troupes efficaces. A l'instar de la Somalie.

La deuxième raison est humanitaire. Depuis le déclenchement des hostilités, les droits de l'homme ont été bafoués dans la République Rwandaise. Différentes associations à travers le monde, dont la commission internationale de paix qui s'occupe dudit problème, se sont faites échos du drame rwandais. L'on parle même de plus de 2000 personnes victimes des droits de l'homme du fait de l'armée de Kigali, du MRND-ancien parti unique du président Juvénal Habyarimana et du FPR-Inkontanyi.

Les associations rwandaises en lice

Les associations rwandaises des droits de l'homme, au nombre de six, ne sont pas demeurées muettes. Elles ne cessent de crier haut et fort. Dernièrement, elles ont publié un rapport accablant contre le gouvernement de Kigali. Dans ce volumineux ouvrage, la

liste des personnes tuées du fait des droits de l'homme a été rendue publique au grand dam des thuriféraires de la cour du général-président.

Pour le président de l'ADL (Association rwandaise pour la défense des droits de la personne et des libertés publiques, l'historien Emmanuel Thezimana, le processus démocratique est à mi-chemin. Bien qu'un gouvernement de transition multipartite dirigé par "un opposant interne" existe, l'opinion ne cesse de demander l'organisation d'un débat national, une sorte de conférence souveraine !

Pour M. Alphonse Nkubito, magistrat et représentant légal de l'Ardho (Association rwandaise pour la défense de droits de l'homme), le tableau est plutôt sombre au sujet du respect des droits de l'homme au Rwanda. Si, en théorie, ceux-ci sont garantis à tous les citoyens, ils sont constamment violés suite à des blocages institués par le système politique en place. Il y a également la rude répression contre les journalistes de la presse privée et des adeptes des sectes nouvellement implantées. Qui a exacerbé une situation qui s'empire avec l'état de guerre.

Massacres et morts d'hommes

L'Ardho affirme que des personnes arrêtées par des militaires à cause de leur ethnie ou de leur appartenance aux partis d'opposition disparaissent. C'est le cas de Jean Baptiste Gacuriro, l'homme d'affaires de Gisenyi "porté disparu" mais retrouvé dans

un cachot militaire de Kigali.

Des citoyens sont attaqués par des militaires ou placés à résidence surveillée pour une durée indéterminée alors que cela relève, estime l'Ardho, du seul ressort des autorités judiciaires. Les massacres sont devenus monnaie courante.

C'est ainsi que les associations rwandaises des droits de l'homme ont dénombré 300 Bagowe et des centaines de morts parmi les 3.000 victimes à Kabilira au terme des affrontements entre l'armée régulière et le FPR. Demain, le spectre du "nettoyage ethnique" demeure d'autant qu'en préfecture de Ruhengeri et de Byumba la situation s'aggrave. Quelques cas ont été cités par les associations de droits de l'homme.

En commune de Kiyombe, les secteurs de Gatsirima, Nkama, Kigombe, Kizinga et Kamiga qui jouxtent la frontière ougandaise se sont vidés de leur population. Chaque nuit, les secteurs Muyumbu, Cyombo et Kabare, un peu plus éloignés de la frontière, sont abandonnés par leurs habitants. Il en est de même en commune Muwunda dans les secteurs Kazaza, Bunega, Tabangane, Shonga, Kama et Gatumba.

C'est dire que les violations des droits de l'homme sont les conséquences du sanglant délire dans lequel le Rwanda est plongé. Cela n'est pas uniquement l'oeuvre du régime en place qui refuse le partage du pouvoir mais aussi du FPR qui a procédé déjà au découpage du Rwanda par la guerre civile.

Eyenga Sana

Nécrologie

La famille Omanga O'Kitibu a le regret d'annoncer aux frères, amis et connaissances le décès de son père Diajangu Lokongo survenu à Kindu le 1er février 1993 après une courte maladie.

L'inhumation a eu lieu à Kindu même le 3 février 1993 en présence des autorités militaires et civiles de la place.

Une Innovation

POUR UN VRAI PLAISIR

Supermatch

LE GOUT

LA FRAICHEUR

LA QUALITE